

# Peter Magyar remporte largement les élections législatives en Hongrie et marque le début d'une nouvelle ère

Le 12 avril, Peter Magyar (Tisza – PPE, centre-droit) a réussi son pari de détrôner Viktor Orbán (Fidesz – PpE, extrême droite) après seize ans au pouvoir, privant ainsi ce dernier d'un cinquième mandat. Son parti Tisza est largement arrivé en tête des élections législatives en Hongrie avec 53,07 % des voix et 138 sièges à l'*Országgyűlés*, parlement hongrois, sur un total de 199. Le Fidesz a obtenu 38,43 % et 55 sièges, Notre Patrie (Mi Hazánk) 5,83 % et 6 sièges. La Coalition démocratique, ainsi que le parti du Chien à deux queues, n'ont pas recueilli suffisamment de voix pour être représentés au parlement, le seuil requis de 5 % n'ayant pas été atteint. Dès lors, seulement 3 partis siégeront dans la prochaine assemblée.

Du fait de l'ampleur de la victoire sans équivoque du parti Tisza, Viktor Orbán a très vite reconnu sa défaite. Il a remercié la population qui a voté pour lui, jurant de continuer le travail pour eux et le pays. Mais le Fidesz va donc se retrouver dans l'opposition. Quelle pourrait être sa capacité de nuisance face au programme du nouvel exécutif ?

Très tôt aussi, plusieurs dirigeants européens ont félicité Peter Magyar pour sa franche victoire : entre autres, le président français Emmanuel Macron, le Premier ministre britannique Keir Starmer, le chancelier allemand Friedrich Merz, le Premier ministre polonais Donald Tusk, le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

## UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT

La population hongroise, et notamment les jeunes, lassée des postures et discours de Viktor Orbán, de

la corruption à grande échelle qu'il a mis en place, et de ses politiques infructueuses pour sortir de la crise économique, a choisi massivement de changer de dirigeant dans l'espoir que sa situation économique s'améliore et que le pays sorte de l'isolement où Viktor Orbán l'avait placé. La preuve en est le taux de participation très élevé (77,80%), le plus important depuis les élections législatives de 2002 (70,5%) année qui avait vu déjà la défaite d'un certain Viktor Orbán.

Avec 138 sièges, le parti Tisza décroche la majorité des deux tiers (133 sièges) au sein du parlement, ce qui ouvre la voie à Peter Magyar pour entreprendre les réformes vitales promises pendant sa campagne. Cela est particulièrement important, car l'emprise que Viktor Orbán a réussi à établir sur le pouvoir judiciaire, les médias et l'économie a été néfaste et extrêmement préjudiciable à la position de la Hongrie au sein de l'Union européenne.

Peter Magyar s'est engagé à rétablir l'État de droit, en démantelant le système corrompu que Viktor Orbán a favorisé pour prendre progressivement le contrôle de différents pans de la société. Il a promis de rétablir la pluralité dans les médias, d'adhérer au Parquet européen, de revenir à une saine séparation des pouvoirs judiciaire et politique ainsi qu'au retour d'un système équilibré de contre-pouvoirs. L'attitude de Viktor Orbán avait en effet privé la Hongrie de près de 18 milliards € d'aide financière, notamment à la suite de la pandémie de Covid, puisqu'elle n'a pas pu bénéficier du Fonds pour la relance et la résilience de l'Union européenne.

Le parti Tisza doit cette victoire à une campagne de terrain minutieuse menée par Peter Magyar qui a

## Élections législatives en Hongrie

12 avril 2026

progressivement pris de l'ampleur au cours des deux dernières années, dans le sillage du succès de son parti aux élections européennes de juin 2024, quand Tisza est arrivé en deuxième position, juste derrière le Fidesz. Depuis lors, Tisza surfe sur la vague d'une profonde volonté de changement et du mécontentement des électeurs face à la situation économique. Par exemple, le projet de Viktor Orbán visant à faire de la Hongrie un pôle majeur de fabrication de batteries pour véhicules électriques. Une initiative louable, diront certains, puisqu'elle s'inscrivait dans le cadre du Pacte vert de l'Union, mais ouvrant grand les bras à une dépendance accrue vis-à-vis des entreprises chinoises choisies. De plus, les usines ont été construites sans tenir compte des préoccupations des citoyens concernant la pollution et l'impact que cela aurait sur leur santé.

Au cours de sa campagne, Peter Magyar a mis l'accent sur le rétablissement du pouvoir d'achat des Hongrois, qui a été gravement érodé depuis la fin de la pandémie de Covid, certains analystes indiquent même que la Hongrie est la "championne d'Europe de l'inflation".

### UN REFUS DES INGÉRENCES

D'autres facteurs ont également contribué à la victoire de Peter Magyar. Il y a d'abord eu les surprenantes révélations selon lesquelles le ministre hongrois des Affaires étrangères Peter Szijjarto [divulguait](#) un flux constant d'informations au Kremlin après chaque réunion du Conseil. Il aurait clairement dit à son homologue russe, Serguei Lavrov, « *je suis à votre service* », une position très antinomique quand on connaît l'histoire du pays et les révoltes de 1956 contre l'occupation soviétique.

Puis vint une opération de déstabilisation au cours de laquelle la Serbie voisine a déclaré avoir découvert des engins explosifs placés sur un oléoduc stratégique à sa frontière, ce qui a immédiatement été imputé aux Ukrainiens ; une répétition des déclarations de Viktor Orbán après que l'oléoduc Droujba a été endommagé par des drones russes, pour lesquels il avait pourtant accusé l'Ukraine de sabotage et dont il exigeait qu'elle le répare.

Dans un monde désormais dominé par la désinformation, les fausses nouvelles et les tentatives de nuire, tous les moyens possibles ont été utilisés pendant la campagne électorale pour salir les candidats ; il semble toutefois que Viktor Orbán se soit mis lui-même des bâtons dans les roues, l'électorat ayant décidé de ne pas céder à la panique morale attisée par ses tentatives toujours plus désespérées de gagner des voix.

Même la visite, cinq jours avant le scrutin !, du Vice-président américain semble avoir été contre-productive. A cette occasion, J.-D. Vance a accusé l'Union européenne de tous les maux et notamment d'interférer dans les affaires domestiques de la Hongrie alors que lui-même venait soutenir son ami en difficulté dans les sondages... du moins ceux qui sont encore indépendants. Si ce n'est pas de l'ingérence. En tout cas, elle n'a pas été couronnée de succès.

Les vieilles ficelles tactiques de Viktor Orbán se sont retournées contre lui. Il n'a jamais caché son admiration pour les hommes forts, selon lui, que sont Vladimir Poutine et Donald Trump et il s'est constitué des soutiens outre-Atlantique de longue date, comme Steve Bannon, dans les cercles ultra-conservateurs, voulant en faire un modèle pour l'Union européenne, notamment à Bruxelles au travers du Mathias Corvinus Collegium (MCC). Mais cette stratégie de Viktor Orbán semble avoir fait son temps et l'électorat n'adhère plus à ce refrain anti-Ukraine et pro-russe.

### LE RETOUR DE LA HONGRIE AU CŒUR DE L'UNION EUROPÉENNE

Connaissant bien Viktor Orbán, Peter Magyar a fait valoir qu'au lieu de défendre les intérêts de la Hongrie, Viktor Orbán a isolé et appauvri le pays, en favorisant les oligarques au détriment des entrepreneurs, fers de lance de la croissance économique et de prospérité. Il a démontré tous les méfaits de la politique menée ces seize dernières années, achevant de convaincre une grande partie de la population, et notamment les jeunes qui n'ont connu que le « système Orbán », de s'en débarrasser et de prendre une autre voie pour l'avenir.

Peter Magyar a certes concentré sa campagne sur la politique intérieure gagnant ainsi en popularité, mais il a aussi indiqué qu'il ramènerait la Hongrie sur une relation apaisée avec l'Union européenne. En effet, Viktor Orbán en avait fait depuis de nombreuses années son bouc émissaire, n'hésitant pas à placarder dans les rues des caricatures de nombreux dirigeants européens, hier Jean-Claude Juncker et Viviane Reding, alors président de la Commission européenne (2014-2019) et commissaire européenne (1999-2014), aujourd'hui Ursula von der Leyen, présidente de la Commission ou Manfred Weber, président du groupe du parti populaire européen (PPE), ou aussi le président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

Avec Peter Magyar, on peut donc s'attendre à des relations moins tumultueuses, comme par exemple la levée du veto dégainé par Viktor Orbán en début d'année sur le plan d'aide à l'Ukraine de 90 milliards € au Conseil européen, même si Tisza et Peter Magyar maintiendront probablement une opposition à tout soutien militaire comme l'envoi d'armes et de soldats, ainsi qu'à une accession rapide de l'Ukraine dans l'Union. De la même manière, il va s'atteler à ce que la Hongrie puisse enfin bénéficier des fonds européens dont elle a été privée du fait du non-respect par le régime de Viktor Orbán des valeurs fondamentales de l'Union suite au déclenchement [de l'article 7 du Traité sur l'Union européenne](#) (TUE) en septembre 2018. Cette décision a été prise après que Viktor Orbán a systématiquement refusé de ramener son pays dans le respect de l'État de droit. De la même manière, la Hongrie n'a pas obtenu les fonds mis en place à la suite de la pandémie de Covid, dans le cadre du plan de relance Next génération EU. C'est près de 18 milliards € d'aide que la Hongrie n'a donc pas pu percevoir et elle a [perdu déjà 1 milliard en janvier 2025](#). Or cet argent fait défaut pour de nombreux Hongrois.

Enfin, Peter Magyar, bien qu'ayant appartenu au Fidesz, s'en est affranchi et a réussi avec Tisza à trouver les bons arguments pour défaire Viktor Orbán. Ironie du sort, Tisza siège au sein du principal groupe au Parlement européen, le PPE (centre droit), là où le Fidesz a longtemps siégé et qu'il a finalement quitté avec fracas en 2021. Ses élus siègent dorénavant au sein du groupe des Patriotes, avec le Rassemblement national français, entre autres. Cette évolution politique ne semble pas lui avoir réussi. Est-ce à dire que cette victoire de Peter Magyar va contribuer à stopper la trajectoire nationale-populiste qui a envahi la politique européenne ces dernières années ? Le modèle il-libéral voulu par Orbán est-il fini ? Certains dirigeants, comme Robert Fico (Slovaquie), ou Andrej Babiš (République tchèque), ont perdu leur modèle. Mais ailleurs ? Rien n'est moins sûr quand on regarde les scores de certains partis comme l'AfD en Allemagne, Reform UK au Royaume-Uni ou le RN en France du moins dans les intentions de vote. Mais la leçon hongroise vaut d'être méditée : ces partis incarnent-ils vraiment une solution d'avenir ?

La défaite de Viktor Orbán signifie-t-elle aussi celle de l'expérience il-libérale qu'il a essayé d'établir dans son pays. Le « Cheval de Troie » qui cherchait en permanence à détruire l'Union européenne depuis l'intérieur a été sèchement évincé. Une nouvelle ère commence, mais l'avenir reste à écrire. La pression est forte pour que Magyar remette la Hongrie au cœur du village européen. Ce ne sera pas une mince affaire et les quatre ans de son mandat ne seront pas de trop pour mettre en œuvre les réformes attendues et les changements souhaités.

## Résultats des élections législatives du 12 avril 2026 en Hongrie

Taux de participation : 77,80 %

Partis politiques	Vote proportionnel			Vote à la liste à candidat unique	Total
	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages exprimés	Sièges	Sièges	Sièges
<b>TISZA</b>	3 103 500	53,07 %	45	93	138
<b>Alliance des jeunes démocrates – Union civique (FIDESZ-KDNP)</b>	2 247 606	38,43 %	42	13	55
<b>Notre patrie (Mi Hazank)</b>	341 050	5,83 %	6	0	6

Source : <https://vtr.valasztas.hu/ogy2026>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.